



CHOIX ASSUMES OU INCOMPETENCE ?

Voici maintenant un an que nous sommes soumis à une situation sanitaire anxiogène et destructrice de vie sociale.

Après un premier confinement total, puis une suite chaotique pour revenir à un deuxième confinement moins contraignant que le premier, avec des périodes de couvre feu intermédiaires, nous voici dans une nouvelle étape pour le moins préoccupante.

Les politiques de gestion de cette crise, depuis le début, n'ont pas du tout été à la hauteur des risques encourus par la population. Pire, l'incompétence de ce gouvernement est mise en évidence par sa volonté de confier la gestion de la campagne de vaccination à des cabinets privés, Mc Kinsey et Citwell. (ref : Le Monde du 05/02/2021, Politico)

Mensonges sur les stocks de masques, cacophonie apparente au sommet de l'Etat, myriade de spécialistes de toutes spécialités qui se pressent sur les plateaux de télévision, vaccinations en direct... Rien ne nous est épargné pour occuper le terrain médiatique, sans que les problèmes de fonds soient réellement abordés.

Le principal problème concerne le nombre de lits de réanimation disponibles, ainsi que l'effectif des personnels toujours en baisse (infirmières, aides-soignantes, brancardiers, etc..) pour faire face à cette pandémie, résultat des politiques déployées depuis plusieurs décennies visant à toujours démunir le service public de la santé, au profit des établissements privés.

Mais ça n'explique pas tout. Si on peut admettre que la première vague à pris pas mal de monde au dépourvu, même les scientifiques, on ne peut que constater qu'il n'y a pas eu de leçons tirées de cette période et qu'aucune anticipation n'a été prise pour faire face à la crise actuelle. Au contraire, la casse du service public de santé s'amplifie.

DISQUALIFICATION INDUSTRIELLE.

Cette pandémie a eu au moins le mérite de mettre sur la place publique la situation catastrophique de notre dépendance industrielle. La financiarisation de nos productions, quelque soit le secteur d'activité, a détruit notre tissu industriel.

Après le scandale des masques, des tests, le gouvernement prouve une fois de plus son incapacité à anticiper et prendre des décisions les plus évidentes. Ce n'est plus de l'incompétence mais de choix politiques délibérés et non assumés

Les vaccins arrivent au compte goutte et les laboratoires privés ne se gênent pas pour organiser la pénurie et ainsi faire monter les tarifs. Les prévisions de marges bénéficiaires sont astronomiques, le laboratoire Pfizer et ses actionnaires se frottent les mains devant les chiffres des profits qui atteignent plusieurs milliards d'euros pour 2021.

Et ce n'est pas notre fleuron pharmaceutique, Sanofi, qui va nous sortir de l'ornière. En effet, après avoir reçu des dizaines de millions d'euros de la part de l'Etat sous forme de Crédit Impôts Recherche, notre argent en fait, Sanofi supprime encore 400 postes en France et renonce à développer son vaccin, préférant se mettre au service d'autres labos dans le but avoué de prendre sa part de gâteau.

C'est ainsi que la CGT demande de lever la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins tout en étant le support de profits indécents.

La CGT revendique une obligation légale pour tous les laboratoires pharmaceutiques de partager leurs connaissances, la propriété intellectuelle et les données relatives.

La Sécurité sociale ne doit pas financer la course aux profits et les actionnaires de laboratoires privés. Comme elle a déjà financé la recherche et les investissements, elle ne doit payer que les coûts de production des vaccins.

Connaîtrons-nous un jour le coût total de cette vaste manipulation ? Nous y veillerons.

PARCE QUE LA VIE N'A PAS DE PRIX, ON NE DOIT PAS ACCEPTER D'ENGRAISSER LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES ET SURTOUT LEURS ACTIONNAIRES.

FAUDRA-T'IL CHOISIR LA POPULATION A VACCINER ?

Mais ce n'est pas tout, une réflexion venant de sphères scientifiques et économiques pose un grave problème. Derrière le prétexte de protéger les jeunes générations, il serait question de ne pas vacciner les personnes les plus âgées, catégorisées comme « inutiles à l'économie ». C'est cette philosophie qui peut amener à des actes extrêmes. Et jusqu'où peut-on aller dans cette démarche?

Un scandale de trop ! Pour la CGT, quelle que soit l'âge, toute personne a droit au processus de soins lié à cette pandémie, c'est le fondement même de la Sécurité Sociale qui a été créée pour couvrir toute la population française.

LA CGT, AVEC D'AUTRES SYNDICATS, PARTIS POLITIQUES, ASSOCIATIONS, ONG, EST ENGAGÉE DANS UNE CAMPAGNE POUR QU'IL N'Y AIT AUCUN PROFIT SUR LA PANDEMIE ET POUR LA SUPPRESSION DES BREVETS.

Une pétition est en ligne : <https://noprofitonpandemic.eu/fr>

POUR DÉFENDRE MES

REVENDEMENTS

• Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

 **J'adhère à la CGT**

Nom ↗ Prénom ↗

Adresse ↗

Code postal ↗ Ville ↗

Branche professionnelle d'origine ↗

Mail ↗ Tél. ↗

Bulletin à retourner à : USR MANCHE, 22 Ter rue de la Bucaille, 50107, CHERBOURG EN COTENTIN CEDEX

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre